

Déclaration commune du Parti Communiste Français, du Parti de Gauche et de la Gauche Unitaire

Poursuivre, élargir, enraciner le Front de Gauche

dimanche 27 septembre 2009, par [GU](#), [PCF](#), [PG](#) (Date de rédaction antérieure : 25 septembre 2009).

Réunis le 23 septembre, les formations constitutives du Front de Gauche ont tenu à réaffirmer leur volonté de poursuivre, élargir, et enraciner le Front de Gauche dans la durée, dans les luttes et dans les urnes.

Ils souhaitent tout d'abord contribuer aux mobilisations nécessaires contre la politique de Nicolas Sarkozy, politique de casse de l'emploi et des services publics, de régression du pouvoir d'achat, de chasse aux migrants, de remise en cause des droits démocratiques et d'alignement sur les politiques libérales et sociales libérales qui dans le monde, tournent le dos aux besoins humains et aux équilibres écologiques.

Ils ambitionnent de proposer un autre choix résolument à gauche. Le résultat du Front de Gauche aux Elections européennes confirme qu'il y a une attente dans notre peuple pour cela et que c'est possible. Rien ne peut détourner de la nécessaire construction, la plus rapide possible, d'une alternative réelle aux politiques libérales et capitalistes, d'une véritable proposition de gauche ayant vocation à construire des majorités d'alternative à la droite dans notre pays.

Ils condamnent les tentatives de recomposition au centre autour d'alliances avec le MODEM qui sont vouées à l'échec, fondées sur la seule idée d'un front anti Sarkozy, incapables de proposer un programme alternatif à la politique de la droite et faisant, de fait, disparaître la gauche.

Ils condamnent tout autant l'organisation de primaires en vue des élections présidentielles qui nient la richesse de la diversité à gauche, enferme celle-ci dans une concurrence des egos bien loin des préoccupations de la majorité de la population en butte aux conséquences de la crise économique, en particulier des licenciements.

Ces constructions politiques délétères ont pour issue la victoire durable, électorale et idéologique, de la droite comme le prouve amplement la situation en Italie. Elles sont l'aboutissement logique du glissement progressif des politiques libérales et sociales-libérales suivies toutes ces dernières années en Europe et en France.

Il y a urgence à construire de véritables réponses à la hauteur de la situation !

Les organisations du Front de Gauche, le PCF, le PG et la GU sont déterminées à mettre toutes leurs forces dans la construction des mobilisations sociales face à Nicolas Sarkozy et au MEDEF, à prendre toutes les initiatives pour construire une véritable alternative de rupture avec le capitalisme libéral.

Elles décident déjà, en conséquence :

- la création d'un « Comité de Liaison Permanent » du Front de Gauche permettant une coordination suivie de son activité au service d'un travail consistant à ancrer sa démarche dans les luttes et dans les urnes, pour poursuivre ce qui a été engagé au moment des élections européennes
- de contribuer activement à la votation citoyenne du 3 octobre sur l'avenir de la Poste
- d'organiser de grandes campagnes publiques sur les urgences sociales et écologiques de l'heure, à partir des trois propositions de lois des parlementaires du PCF et du PG et de l'affirmation d'une réponse écologique et sociale conséquente lors du sommet de Copenhague sur le changement climatique
- d'ouvrir immédiatement un chantier pour élaborer une plate forme partagée du Front de Gauche, contenant les grands axes de l'alternative de rupture nécessaire face à la droite et des propositions d'urgence permettant de répondre aux exigences populaire, aux dégâts de la crise capitaliste et du productivisme.

Les trois partis conviennent d'une première réunion de ce Comité de liaison dès la semaine prochaine afin de détailler, préciser et mettre concrètement en place ces premières décisions. Bien sur, ils devront prendre au cours des réunions à venir du comité de liaison toutes autres initiatives nécessaires aux objectifs du Front de Gauche ; en particulier sur les moyens de porter leur plate forme partagée dans les luttes et les débats publics.

Paris, le 25 septembre 2009.